Avis d'appel public à candidature (AAPC)
Convention d'occupation temporaire du domaine public
relative à l'exploitation privative du centre équestre de Valloire

1. Organisme public propriétaire :

Commune de Valloire, Place de la mairie 73450 Valloire.

2. Objet de l'appel à candidature

La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'exploitation privative de dépendances de la ville de Valloire dénommées centre équestre de Valloire, situées la Grand Vy 73450 Valloire, destinées à la pratique du sport équestre et de l'équitation de loisir ou de pleine nature. Conformément à l'article L 2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), s'agissant d'une occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique, la commune est tenue de procéder à une publicité avant d'envisager de délivrer l'autorisation correspondante.

3. Orientations générales

La Commune de VALLOIRE souhaite voir développer au mieux ce centre équestre et ses activités, dans le cadre plus global du développement des activités de loisirs. L'exploitant devra permettre le développement de la pratique des activités équestres, dans une démarche de qualité et d'accessibilité, tant au regard du coût desdites activités (tarifs pratiqués), qu'au regard des catégories de population intéressées.

La pratique des activités équestres devra être notamment ouverte sur :

- la découverte, l'initiation et le perfectionnement des différents publics : individuels, associations et clubs sportifs, scolaires, etc.,
- l'organisation de manifestations et évènements équestres,

À titre facultatif :

- la compétition sportive,
- la formation aux métiers de la filière équestre.

L'organisation de ces activités et leur répartition dans le temps seront faites dans le souci à la fois d'une participation active à l'animation sportive et touristique du village-station de Valloire, mais également dans celui d'une volonté de répondre à toutes formes de pratique s'exprimant localement.

L'exploitant pourra s'adjoindre tout partenaire qu'il jugera bon pour atteindre ces objectifs.

La Commune souhaite conserver le caractère familial et abordable de ce centre équestre, qui est un équipement à taille humaine, réputé pour sa convivialité et le respect de tous ses usagers-clients.

4. Désignation des installations- état des lieux

Les locaux mis à disposition sont composés de :

- une partie d'un bâtiment à usage de lieu d'accueil, bureau, WC publics, sellerie et écuries (12 hébergements de cheval intérieurs et 4 en extérieur), d'une superficie de 231 m², aire de stockage du foin et fumière
- un chalet en bois d'une superficie de 12 m²,
- une carrière attenante.

Un inventaire et un état des lieux seront dressés contradictoirement par un représentant de la Commune et le titulaire de la convention d'occupation temporaire du domaine public qui sera mise en place à l'issue de la procédure d'appel public à concurrence.

- d'une part avant toute occupation des lieux,
- d'autre part, le jour de la fin de la convention.

5. Cavalerie

La cavalerie affectée à l'exploitation de ce centre équestre doit être apportée par le prestataire.

6. Conditions d'exploitation

Les installations mises à disposition de l'occupant dans le cadre de la future convention d'occupation temporaire du domaine public ont une destination exclusivement centrée sur la pratique de l'équitation. L'occupant ne pourra pas modifier la destination de ces installations, terrains compris.

7. Caractéristiques principales de la future convention

Conformément à l'article L 2122-2 du CGPPP, l'occupation du domaine public ne peut être que temporaire ; dans ce cadre, la durée de la convention à intervenir sera de trois ans.

Périodes d'ouverture : le prestataire aura l'obligation de tenir ouvert au public le centre équestre de manière impérative durant toute la saison estivale et sans aucun

jour de fermeture, au minimum sur la période du 1er juillet au 31 août de chaque année. Sur cette période, l'exploitant s'assurera de maintenir, dans ses horaires d'ouverture, des plages fixes et régulières.

Il aura la faculté d'ouvrir le centre équestre sur d'autres périodes de l'année à des dates à sa convenance dont il tiendra informé la Commune.

La convention à intervenir concernant des dépendances du domaine public communal, elle ne saurait être considérée, en aucun cas, comme une location pouvant donner lieu à la reconnaissance d'un droit de propriété commerciale ou tout autre droit quelconque opposable à la Commune de Valloire.

Le futur occupant sera tenu de maintenir en parfait état d'entretien et de propreté les locaux et les installations concédés ; notamment, les abords immédiats du bâtiment et la carrière seront soigneusement nettoyés chaque jour par le preneur dès lors que le centre équestre est ouvert au public. Il assurera à ses frais l'enlèvement et le recyclage du fumier et autres produits découlant de l'exploitation du centre équestre, et devra respecter les règles d'hygiène applicables en la matière.

La réparation des dégradations du bâtiment et du matériel inhérents à l'exploitation seront à la charge du preneur.

Le futur occupant s'engagera à respecter l'ensemble des réglementations spécifiques applicables aux dépendances propriété de la ville de Valloire.

Les taxes et divers impôts inhérents à l'exploitation du centre équestre sont à la charge de l'occupant.

Diplômes-expériences : être en possession d'un diplôme d'accompagnateur de tourisme équestre (ATE) ou plus élevé reconnu par l'Etat et justifier d'une expérience de trois ans dans la profession attestée par un dirigeant de structure de loisirs équestres.

Redevance : en contrepartie du droit d'occuper et d'exploiter à des fins privées le centre équestre de Valloire, le futur occupant devra s'acquitter d'une redevance auprès de la ville de Valloire. La redevance fixe forfaitaire annuelle perçue par la collectivité ne pourra être inférieure à deux mille euros (2000 €), revalorisable annuellement sur la base de l'indice Insee du coût de la construction.

Sera demandée au candidat, une garantie financière d'un montant égal à une année de redevance sous la forme d'une caution.

8. Dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature devront parvenir au plus tard, le **31 mars 2021 12 heures, délai de rigueur**, à l'adresse suivante :

**Mairie de Valloire Place de la Mairie 73450 Valloire avec la mention sur
l'enveloppe : Appel à candidature Centre équestre - ne pas ouvrir**

Ils devront être adressés par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposés contre récépissé.

Eléments à transmettre obligatoirement dans le cadre de cette consultation :

- Un courrier manifestant l'intérêt du candidat à présenter une offre,
- Un Kbis de l'entreprise ou tout autre document équivalent de moins de trois mois,
- Un mémoire précisant le fonctionnement de l'entreprise, les caractéristiques du projet d'exploitation du centre équestre de Valloire (les activités proposées), les plages d'ouverture, les tarifs appliqués aux clients, les moyens permettant d'assurer la mise en œuvre du projet (notamment les moyens humains et matériels), les références, les capacités techniques et financières, tout autre élément permettant d'évaluer la qualité de l'offre du candidat,
- Une attestation d'assurance pour garantir les risques locatifs et de voisinage ; cette garantie devra s'étendre pour la responsabilité civile de l'occupant, tant pour les dégâts pouvant être causés aux biens, propriété de la Commune, que pour les accidents pouvant provenir de l'exploitation du centre équestre.

9. Choix de l'occupant

A l'expiration du délai de transmission des dossiers de candidature, ceux-ci seront examinés puis classés sur le fondement des deux critères suivants classés par ordre décroissant d'importance :

- ➔ Critère 1 : la qualité du projet du candidat où seront appréciés les activités proposées dans le respect de la destination des biens domaniaux mis à disposition et les moyens permettant d'en assurer la mise en œuvre,
- ➔ Critère 2 : la proposition de redevance fixe forfaitaire annuelle dont le montant ne pourra pas être inférieur à deux mille euros (2000 €).

Un entretien avec les candidats dont les dossiers de candidature respecteront les conditions énoncées dans le présent avis d'appel public à candidature sera organisé.

Le Conseil Municipal désignera le candidat retenu et autorisera le Maire de Valloire à signer la convention d'occupation du domaine public.

Jusqu'à l'acceptation ferme d'une offre dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public proposée par la commune, cette dernière se réserve le droit d'interrompre, de suspendre ou d'annuler le processus d'attribution de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et se réserve la possibilité

de ne pas donner suite aux offres reçues sans que les candidats puissent demander en contrepartie, une quelconque indemnisation.

10. Renseignements et visites du site

Les demandes d'informations complémentaires et de visites du site peuvent être transmises par courrier électronique à l'adresse suivante : francois.bongrand@valloire.net